

LONDRES AUTORISE L'EXTRADITION DU GOLDEN BOY VERS ALGER

Moumène Khalifa fait appel

La justice britannique a autorisé, jeudi, l'extradition de Abdelmoumène Khalifa vers l'Algérie. L'avocate de l'ancien golden boy a annoncé son intention de faire appel de cette décision devant la Haute-Cour de Londres.

Tarek Hafid Alger (Le Soir) - Abdelmoumène Rafik Khalifa essuie un nouveau revers. Le tribunal de Westminster a autorisé, jeudi, l'extradition vers l'Algérie de l'homme d'affaires algérien qui s'est exilé au Royaume-Uni depuis 2003.

Le verdict est tombé au terme d'un procès qui aura duré plus d'une année. En prononçant le jugement, le magistrat Timothy Workman s'est déclaré «convaincu que les assurances diplomatiques» données par l'Algérie quant au respect des droits de M. Khalifa étaient «à la fois fiables et de toute bonne foi», rapporte l'AFP. Pour le juge londonien,

Abdelmoumène Khalifa n'est pas victime «d'un règlement de compte politique».

Et il se dit également persuadé que le jugement prononcé contre lui par le tribunal de Blida sera «annulé», indique la même source.

Reste que la procédure d'extradition ne peut être engagée dans l'immédiat puisque l'avocate de Khalifa fera appel de cette décision devant la Haute-Cour de Londres. M^e Anna Rothwell l'a annoncé immédiatement après la lecture du verdict.

De son côté, le ministre algérien de la Justice n'a pas tardé à réagir. L'extradition «a été prise



Rafik Abdelmoumène Khalifa.

Photo : DPA

suite à une série de procédures qui ont abouti à l'annonce de l'acceptation de la demande algérienne en la forme et à l'examen, ensuite, de l'objet de la

demande, la vérification des pièces à conviction en s'assurant que les conditions qui garantissent un jugement équitable du concerné devant les tribu-

naux algériens sont réunies, et ce, au cours des nombreuses séances d'audition des témoins, d'experts et des plaidoiries des avocats», indique un

communiqué du département de Tayeb Belaïz, rendu public par l'APS.

Abdelmoumène Khalifa est également sous le coup d'une information judiciaire ouverte par le parquet de Nanterre en fin 2003 pour abus de confiance, banqueroute par détournement d'actifs, banqueroute par dissimulation de comptabilité et blanchiment en bande organisée.

La justice française exige, elle aussi, son extradition, mais la procédure a dû être gelée en attendant l'issue de la demande formulée par l'Algérie.

Rappelons qu'en mars 2007, l'ancien patron du groupe Khalifa avait été condamné par contumace à la réclusion à perpétuité après avoir été reconnu coupable d'association de malfaiteurs, de vol qualifié, de détournement de fonds et de faux et usage de faux.

T. H.

DÉMANTÈLEMENT
D'UN RÉSEAU DE TRAFIC
DE FAUX BILLETS
À AÏN-TÉMOUCHENT

Saisie de plus
de 4 milliards
de centimes
et de 23 000 euros

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Aïn-Témouchent ont mis fin aux agissements d'un réseau spécialisé dans le trafic de faux billets en dinars et en devises, avec la saisie d'un montant de plus de 4 milliards de centimes et de 23 000 euros.

L'information faisant état d'une bande qui écoule de faux billets de 1 000 DA à travers les wilayas de l'ouest a été confirmée auprès de la gendarmerie de Chabat El-Leham.

La surveillance minutieuse d'un certain A. M., âgé de 36 ans et originaire de Tlemcen, durant quelques jours, a permis de le débusquer alors qu'il tentait de tromper un revendeur de ciment dans la wilaya avec 46 billets de 1 000 DA. Il a été aussitôt arrêté et son camion de marque Sonacome saisi. Lors de l'interrogatoire, le mis en cause a révélé que plusieurs personnes activaient de la sorte dans la wilaya de Tlemcen, notamment au niveau des communes de Sabra et de Nedroma. Une cellule d'investigation a été constituée par la Gendarmerie nationale en vue d'étendre les recherches à la wilaya de Tlemcen. Les éléments de la Gendarmerie nationale ont fini par identifier les autres faussaires et à les localiser. Six personnes, âgées de 36 à 58 ans, ont été arrêtées. Cependant, une seule est en fuite, il s'agit de S. B., âgé de 61 ans et originaire de Tlemcen. Quatre parmi les mis en cause sont sans emploi, un est professeur de maths alors que le dernier possède un kiosque multiservice. Cette bande est aussi spécialisée dans le change illégal de monnaie puisque les éléments de la Gendarmerie nationale ont trouvé en leur possession 4 milliards 239 millions de centimes et 23 000 euros, ainsi que trois voitures de marque BMW, Mercedes et Peugeot 406. Présentés ce mercredi devant le procureur près le tribunal de Aïn-Témouchent pour trafic de faux billets, blanchiment d'argent et change illégal, les éléments de cette bande ont été écroués.

S. B.

PROCÈS DE L'AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT
DE LA BNA

Ce samedi, le jour le plus long
pour Achour Abderrahmane

Jeudi 25 juin. Dixième jour du procès de l'affaire du détournement des 2 100 milliards de la BNA. Il est 16h45. Les plaidoiries des avocats de la défense se poursuivent pour le second jour consécutif. La séance est suspendue depuis une quinzaine de minutes. Il ne reste que deux avocats sur la trentaine devant passer à la barre pour plaider. Théoriquement, le verdict devait être rendu jeudi tard dans la soirée. Coup de théâtre ! Le président du tribunal criminel décide d'arrêter le procès. Ce dernier ne reprendra que quarante-huit heures après, soit samedi 27 juin.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lors de l'audition, le président du tribunal criminel n'a cessé d'interpeller les Robes noires. M. Belkharci intervenait auprès des avocats de la défense, lorsque ces derniers tardaient dans leur plaidoirie ou se répétaient.

Une demi-heure avant, un autre événement a provoqué, discrètement, un large commentaire au sein de l'assistance d'une manière générale et chez les Robes noires en particulier. Il s'agit de l'extradition de Moumène Khalifa décidée par le tribunal londonien. L'information rendue publique par une chaîne satellitaire a fait le tour du tribunal en l'espace d'une dizaine de minutes.

Les avocats de la défense ont poursuivi leurs plaidoiries en axant leurs interventions sur «l'énigme» du procès, à savoir

l'absence du corps du délit. M^e Mouda, qui assurait la défense de Benmiloud, l'ex-chef d'agence de Cherchell, a évoqué la question en relevant «les propos contradictoires du commissaire aux comptes».

Selon lui, ce dernier a soutenu «une chose dans son rapport et son contraire lors de son audition par le tribunal à propos de mon client».

«Cette contradiction est significative des anomalies constatées dans cette affaire», explique M^e Mouda, tout en ajoutant que «mon client est poursuivi pour usage de faux, mais sans qu'aucune expertise scientifique ait été faite sur le faux». «A-t-on expertisé ses chèques falsifiés ? Absolument pas, M. le président. Je ne vois pas alors sur quelle base on peut poursuivre mon client», s'est-il demandé.

La plaidoirie de cet avocat a duré près d'une heure. Ce qui a fait réagir le président du tribunal, qui lui a rappelé que la veille, l'avocat s'était engagé à raccourcir sa plaidoirie.

Les avocats assurant la défense de l'ex-chef d'agence sont au nombre de cinq. C'est ce qui explique, sans aucun doute, la réaction du président du tribunal criminel.

La défense du principal mis en cause dans cette affaire sera la dernière à clôturer les plaidoiries. Au total, ils sont deux sur les cinq à clore les débats de ce procès qui va durer onze jours.

Mais avant cette dernière étape, les avocats Khader Ali et Allegue doivent assurer leur passage à la barre en plaidant non coupable pour leur client. Il s'agit de Bougharnout, un ex-fonctionnaire de la BNA au niveau de l'agence de Koléa.

Bougharnout, contre lequel l'avocat général a requis vingt ans de prison ferme, est un parent par alliance à Achour Abderrahmane. «C'est parce que mon client est parent du principal mis en cause dans cette affaire que l'accusation a décidé de l'inculper d'appartenance à une association de

malfaiteurs. C'est une accusation qui ne repose sur aucun fondement. Que reproche-t-on véritablement à mon client ?» s'est interrogé M^e Khader.

«Il n'y a rien qui puisse justifier cette accusation. Mon client était un simple agent d'exécution au sein de l'agence BNA de Koléa et son seul tort est celui d'être un parent à Achour. Mon client, qui jouit d'une probité irréprochable, est connu dans toute la localité de Koléa. En vingt-trois années d'exercice au sein de la BNA, il n'a jamais fait l'objet de mesure disciplinaire. Aujourd'hui, l'accusation a requis contre lui vingt années de prison pour des chefs d'inculpation qui sont inexistantes. Nous voulons une véritable justice. Une justice qui fera honneur à notre pays», a conclu l'avocat Khader.

Ceci étant, les membres du jury du tribunal criminel auront à répondre, selon des indiscrétions, à 800 questions. L'annonce du verdict sera, par ailleurs, suivie par les demandes que la partie civile aura à formuler sur le volet des dommages et intérêts.

Ce samedi sera le jour le plus long pour Achour Abderrahmane

A. B.